

Revaloriser la reproduction sociale à travers les pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire

Dans ce projet, six études de cas ont été réalisées (voir encadré). Ces études montrent que, dans un contexte marqué par un capitalisme patriarcal et destructif, les pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) peuvent contribuer à mieux valoriser le travail des femmes, à renforcer les liens sociaux, et à protéger la vie elle-même. Dans certains cas, les pratiques de l'ESS peuvent aussi contribuer à la constitution de sujets politiques capables de remettre en question les structures capitalistes patriarcales, et de demander davantage de reconnaissance et de droits. Bien que traversées par des défis, les pratiques de l'ESS peuvent donc s'inscrire dans le cadre des luttes collectives pour des sociétés plus équitables et plus durables.

L'organisation de la reproduction sociale dans les sociétés capitalistes

L'organisation des activités productives et reproductives dans les sociétés capitalistes est traversée par des hiérarchies que les études féministes critiquent depuis longtemps. La priorité est donnée à la production et à l'accumulation du capital plutôt qu'à la reproduction sociale, au travail des hommes plutôt qu'à celui des femmes. Les activités liées à la reproduction sociale sont invisibilisées, alors qu'elles sont essentielles à la production de la vie, et par là-même nécessaires à la prospérité du capitalisme.

Dans cette analyse, une hiérarchisation est opérée entre deux sphères qui seraient séparées et inégales, ce que les études féministes ont examiné de manière critique. La sphère productive est principalement associée aux activités réalisées par des hommes, et la sphère reproductive est associée à l'ensemble des activités et des institutions nécessaires pour subvenir aux besoins du foyer et de la société. Dans ce cadre, le travail des femmes a historiquement été situé dans la sphère reproductive –ou intimement lié à celle-ci– et moins valorisé que le travail des hommes, créant ainsi de nouvelles formes d'exploitation des femmes.

Bien que cette hiérarchisation soit née avec le capitalisme, elle n'est pas statique. Les études de cas menées dans ce projet montrent que la mondialisation, ainsi que les discours et pratiques de modernisation –comme l'urbanisation, l'industrialisation de l'agriculture et d'autres secteurs– introduisent des changements profonds dans les rapports de production et de reproduction sociale entre hommes et femmes. Plusieurs des cas étudiés ont montré que le travail des femmes se transforme: elles réalisent maintenant des tâches traditionnellement effectuées par des hommes, ou partagées entre hommes et femmes, favorisant –ou exigeant– une participation des femmes plus élevée, suite au déclin des industries "traditionnelles", aux changements du rôle des femmes au sein du foyer ou à des innovations industrielles et technologiques.

Encadré n° 1. Aperçu du projet: Une analyse féministe des pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire: Perspectives depuis l'Amérique latine et l'Inde

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) a un rôle important à jouer dans la redéfinition d'économies et de sociétés permettant un développement plus équitable, inclusif et durable. Elle ne peut cependant être véritablement transformative que si elle aborde la question de la réorganisation de la reproduction sociale, en intégrant les objectifs politiques d'égalité de genre, et de rapports de pouvoir plus équitables. Les pratiques de l'ESS permettent-elles d'aller dans la bonne direction?

Bien que les femmes jouent un rôle majeur dans les activités d'ESS, les chercheurs et les décideurs politiques n'ont commencé que très récemment à s'intéresser aux dimensions de genre. La recherche féministe sur le travail non rémunéré de soins et domestique commence à peine à nourrir la réflexion chez les décideurs politiques et dans la mise en œuvre de programmes sur le terrain, et les activités d'ESS liées à la reproduction sociale (autrement dit, la manière dont la société se reproduit elle-même) sont souvent mal reconnues. Il manque clairement une analyse féministe des différents rapports sociaux et hiérarchies de genre qui traversent l'ESS.

L'objectif de ce projet de recherche était de contribuer, avec des données empiriques et de nouvelles perspectives analytiques, à commencer à combler ces insuffisances dans la recherche et dans les politiques publiques en économie sociale et solidaire, depuis une perspective féministe.

Etudes de cas en Inde

- Karnataka: association de femmes pêcheuses d'Udupi
- Kerala: association de travailleuses domestiques du SEWA
- Tamil Nadu: organisations de femmes contre l'extraction minière à Kancheepuram District, Palar Valley

Etudes de cas en Amérique du Sud

- Argentine: organisations communautaires de soins dans les banlieues de Buenos Aires
- Bolivie: associations de productrices à Batallas, département de La Paz
- Brésil: groupes de production collectifs, agroécologiques et féministes, du Vale do Ribeira, Etat de São Paulo

Le projet a été financé par le Réseau suisse pour les études internationales (SNIS).
Trouvez plus d'informations sur le projet [ici](#).



Dans l'étude réalisée en Bolivie (Batallas), par exemple, de nombreux hommes ont migré des aires rurales vers les aires urbaines à la recherche d'un travail non-agricole et de nouvelles opportunités. Les activités liées à l'agriculture et au soin des animaux –des travaux habituellement réalisés à la fois par des hommes et des femmes– se sont de plus en plus féminisées. La participation des femmes dans les syndicats paysans et dans les associations de producteurs a également augmenté.

Au Tamil Nadu, l'industrialisation a conduit à une certaine féminisation de la force de travail industrielle, ainsi qu'à un changement dans la notion de travail. La surexploitation des ressources naturelles conduit par exemple des jeunes femmes à passer d'activités liées à l'agriculture à des activités industrielles. Elles deviennent ainsi travailleuses manuelles dans le textile, le travail du cuir ou les industries agro-alimentaires, ou sont employées dans des tâches à faible qualification comme des activités de nettoyage dans des écoles privées, qui demandent des connaissances et des compétences différentes.

Bien que ces processus élargissent le champ des aspirations et opportunités des femmes, du moins au niveau économique, il s'agit de changements qui ne vont pas sans contreparties. En effet, ils se produisent dans un espace dominé par une logique inhérente aux sociétés patriarcales capitalistes, qui dévalorise les activités économiques réalisées par les femmes. Par exemple, les activités des femmes sont souvent perçues comme un "service", plutôt que comme un travail. Dans ces circonstances, les femmes ne sont pas considérées comme des agents économiques ayant droit à une rémunération pour leur travail, ou à des droits sociaux, ou à une protection ou une aide de l'Etat. Au contraire, leur travail est perçu comme un service rendu à leurs familles et leurs communautés –service qu'elles rendent du seul fait d'être femmes. Le fait de "naturaliser" le travail de cette manière dévalorise les activités productives réalisées par les femmes. Ainsi, le travail qu'elles effectuent –travail de soins, vente de poisson, travail agricole, agriculture de subsistance– rejoint la sphère invisible de la reproduction sociale. Ces activités économiques deviennent équivalentes à des activités domestiques qui sont peu valorisées et ne sont pas considérées comme un travail qui contribue à la reproduction de la vie. Dès lors, cela "justifie" le peu de valeur économique attribué au travail des femmes, et la faible protection sociale dont elles bénéficient.

Ces perceptions et ces processus ne sont pas nés dans le vide. Les analyses féministes montrent qu'ils sont le produit des hiérarchies inhérentes aux sociétés capitalistes. En ce sens, les rôles associés au masculin et au féminin dans la production et la reproduction sociale sont considérés comme allant de soi et non comme un problème qui requiert une analyse, des actions publiques et, en fin de compte, des changements. Cela explique en partie le fait que le travail des femmes soit peu reconnu de manière institutionnelle, ainsi que les visions du monde très genrées qui caractérisent généralement les politiques et programmes publics mis en place pour aider et renforcer le pouvoir des femmes.

Dans le cas de la région rurale du Vale do Ribeira (Brésil), par exemple, le rôle de la maternité occupe une place centrale dans la représentation sociale des femmes et dans les politiques publiques. On retrouve ceci par exemple dans les discours des travailleurs sociaux dans la région étudiée, ainsi que dans les conditions requises pour bénéficier du programme *Bolsa*

Familia. Selon ce programme national de transferts monétaires conditionnels, les mères doivent envoyer leurs enfants à l'école et les faire vacciner afin de pouvoir recevoir des prestations. De plus, les activités de formation prévues pour les bénéficiaires ont tendance à les diriger vers des activités considérées "féminines" telles que la beauté, la mode ou la cuisine (tout en ignorant l'agriculture), ce qui renforce la division sexuelle du travail existante et sur laquelle se fondent les inégalités de genre.

Au Kerala, en Inde, le travail domestique réalisé par des femmes a tendance à être vu comme une extension des tâches domestiques qu'elles réalisent au foyer et qu'elles considèrent de leur devoir en tant que femmes. Ces perceptions font que les travailleuses domestiques sont peu valorisées et peu rémunérées, qu'elles bénéficient de faibles réglementations sociales, et qu'elles sont largement laissées pour compte dans le cadre des lois conventionnelles du travail.

On a pu observer des schémas et des processus similaires en ce qui concerne le soutien du gouvernement aux associations de femmes en Argentine. Des programmes de microfinance et de subventions gouvernementales données à des associations de l'économie sociale ont tendance à exclure les services fournissant des soins collectifs, et, lorsqu'un soutien est fourni, les travailleuses du secteur des soins sont généralement faiblement rémunérées. Cette perception genrée du travail de soins souligne le biais productif des politiques publiques liées à l'ESS, où les activités reproductives sont considérées comme secondaires.

Ce manque de reconnaissance du travail des femmes –que ce soit dans l'agriculture, dans le travail domestique, le travail de soins ou d'autres activités– a de graves conséquences sur la vie des femmes et sur leur bien-être. Le fait que les femmes doivent réaliser ces travaux précaires, peu rémunérés, avec une protection sociale et des droits limités, les rend plus susceptibles d'être exploitées et accroît ainsi leur vulnérabilité et leur dépendance. Les études de cas montrent qu'en raison de la division inégale du travail, de services sociaux et de soins inadéquats et d'une pauvreté persistante, les femmes sont épuisées: elles manquent de sommeil, et elles développent de manière prématurée des problèmes de santé. Jongler entre des activités productives et reproductives crée également une pression qui signifie que les femmes ont peu de temps pour des loisirs, ou pour la mobilisation sociale. Cela a pour conséquence de limiter leurs capacités de s'impliquer et de participer dans des mouvements sociaux ou politiques alternatifs qui luttent pour répondre à leurs besoins, mais aussi pour changer les conditions structurelles sous-jacentes.



Membres du réseau des centres de soins communautaires *El Encuentro*, Argentine. Photo: SOFAVIAL



Reproduction sociale: repas collectif préparé par un groupe de l'ESS du Vale do Ribeira, Brésil. Photo: Ch. Verschuur

ESS: Un moyen de réorganiser et de revaloriser la reproduction sociale

Ces micro-dynamiques reflètent la crise plus générale de la reproduction sociale qui caractérise les sociétés capitalistes. Les politiques et les pratiques néolibérales, en particulier l'accent mis sur la croissance économique, ont de graves conséquences sur la société et sur l'environnement. Ce modèle économique et les multiples crises qui l'accompagnent diminuent les dépenses dédiées aux domaines des soins, de la santé et de l'éducation; accroissent la précarité des travailleurs; réduisent la protection sociale et les droits sociaux; dégradent l'environnement naturel. Tout ceci a contribué à augmenter la pauvreté, les inégalités et le mécontentement social. Dans les cas étudiés, les pratiques de l'économie sociale et solidaire ont vu le jour en réponse à cette crise de la reproduction sociale et aux conditions de vie précaires qu'elle engendre.

Les pratiques de l'ESS s'inscrivent dans des contextes locaux spécifiques et se basent en grande partie sur les besoins, les attentes, les expériences et les priorités des participant-e-s locaux. Dans les cas étudiés, il s'agit de femmes de communautés marginalisées. Alors que la reproduction sociale occupe une place secondaire dans les sociétés capitalistes, elle est au centre de toutes les initiatives d'ESS étudiées dans cette recherche (qui sont très diverses). Ces initiatives prennent à la fois soin des personnes et du territoire, pour assurer "la reproduction élargie de la vie" (autrement dit, pour aller au-delà de la simple subsistance [ou reproduction biologique], afin d'atteindre une qualité de vie biologique et sociale qui soit moralement acceptable). Selon cette conception, les intérêts collectifs, sociaux et parfois environnementaux priment sur les intérêts individuels et matériels. Ces femmes fournissent des services de soins (Argentine); se battent pour un environnement durable (Tamil Nadu; Brésil); luttent pour garantir des droits, comme le droit à la terre (Bolivie; Brésil; Tamil Nadu), à l'alimentation (Brésil; Karnataka; Tamil Nadu), à l'eau (Brésil; Tamil Nadu) et au travail (Karnataka); elles promeuvent aussi les droits des travailleur-se-s, comme le droit à une sécurité et protection sociale (Kerala; Karnataka; Argentine). Les pratiques de l'ESS étudiées permettent également de construire de nouveaux rapports sociaux, de renforcer les liens sociaux parmi les femmes marginalisées et au sein des communautés, et, dans certains cas, de transformer les rapports de genre.

Les pratiques de l'ESS peuvent également redonner de la "valeur" aux activités productives et reproductives réalisées par les femmes et permettent ainsi de revaloriser la sphère de reproduction sociale dans sa globalité – une sphère qui a tendance à être invisibilisée. Dans certains cas, les pratiques de l'ESS peuvent ainsi permettre de dépasser la fausse dichotomie qui présente la sphère productive et la sphère reproductive comme deux sphères séparées, une distinction critiquée depuis longtemps par les études féministes. L'association de travailleuses domestiques du Kerala est par exemple un mouvement qui permet à des femmes socialement et économiquement désavantagées de s'organiser collectivement pour

défendre leur droit à un travail payé, dans un contexte contraignant où des normes dominantes patriarcales empêchent les femmes d'obtenir un travail rémunéré hors du foyer.

Au Karnataka, l'association de femmes pêcheuses d'Udupi noue un dialogue avec l'Etat au nom des femmes, afin de défendre leurs droits de travailler en vendant du poisson, dans un environnement patriarcal capitaliste qui menace ces moyens d'existence des femmes. De plus, cette association défend les droits économiques et sociaux des femmes, et renforce les liens sociaux et les solidarités parmi ses membres. Cela apporte aux femmes un soutien à la fois professionnel et personnel, grâce aux solidarités qui se forment entre les femmes autour de divers objectifs, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du marché aux poissons. Les femmes s'entraident dans leurs activités quotidiennes, dans la gestion du marché aux poissons et dans les interactions avec les clients. En dehors du marché, les solidarités permettent aux femmes de s'épauler entre familles durant les périodes de besoin et de crise.

Dans l'étude de cas en Argentine, les associations communautaires de travailleur-se-s des soins garantissent l'accès à des droits qui ne sont pas ou peu garantis par l'Etat, comme l'alimentation, l'éducation et les loisirs. Ce processus de défamilialisation et de collectivisation des soins a permis à des femmes marginalisées de renforcer leur pouvoir et de se politiser davantage. Cela a conduit à une transformation dans leur subjectivité et leur perception d'elles-mêmes, de leur propre travail, et de leur relation vis-à-vis de l'Etat et de la société dans son ensemble.

Bien que, dans les cas étudiés, l'impact en terme de renforcement du pouvoir économique soit encore limité – en raison de la faible rémunération que les femmes reçoivent pour leur travail – ces pratiques d'ESS ont permis aux femmes de bénéficier de certains avantages matériels et symboliques. Les pratiques de l'ESS permettent de mettre en place des alternatives, et dans une certaine mesure des pratiques et des stratégies contre-hégémoniques. Dans certaines conditions, celles-ci ont pu mener à une réorganisation de la production et reproduction sociale et au renforcement du pouvoir des femmes.

L'associativité, en tant que forme d'organisation et pratique, peut contribuer, dans certaines conditions, à la revalorisation du travail des femmes au niveau personnel, familial, communautaire et politique. Au niveau personnel, les pratiques associatives créent des espaces de sociabilité hors des relations familiales et de la sphère domestique. Cela permet aux femmes de partager leurs problèmes et de recevoir un soutien moral de la part d'autres femmes. Dans les cas étudiés, ces interactions ont permis aux femmes d'élargir leurs perspectives et ont contribué à transformer la manière dont elles se perçoivent elles-mêmes et de valoriser leur propre travail. Ces espaces ont peu à peu permis aux femmes d'imaginer un ordre social différent de celui limité à la sphère domestique et de redéfinir leur compréhension du travail. Ces processus ont également permis aux femmes de se repositionner au sein de la famille. Plusieurs ont ainsi pu obtenir plus d'autonomie dans la gestion de leur temps et de leurs ressources et ont accru leurs capacités de négociation. D'autres ont même réussi à stopper des situations de violence domestique. Les tâches de soins réalisées par les femmes en tant que collectif leur ont également permis d'être davantage reconnues au sein de leurs communautés et d'obtenir une position de pouvoir. Dans certains cas, les femmes se sont politisées et ont pris position, dans une lutte contre l'Etat et le marché, pour être reconnues. Il a été relevé que la politisation et la constitution de subjectivités politiques au sein de l'ESS sont essentielles dans les luttes pour l'accès aux moyens d'existence, la reconnaissance et l'équité.

Les formations, ainsi que des actions concrètes permettant de mesurer et quantifier la valeur du travail des femmes, ont également joué un rôle important dans ce processus de valorisation. Par exemple, dans le cas des associations de travailleuses domestiques au Kerala, la formation suivie par des femmes a conduit à la professionnalisation du travail domestique. Cette professionnalisation a conduit à son tour à la reconnaissance et dès lors à la revalorisation du travail domestique. Des processus similaires ont été observés dans les associations de travailleuses de soins en Argentine. Ces associations ont été perçues comme des espaces de développement personnel et de professionnalisation permettant aux femmes de redéfinir la manière dont elles perçoivent leur propre travail, et accroissant ainsi également leur estime de soi. Dans le cas des associations de producteur-e-s à Batallas (Bolivie), les initiatives d'ESS ont promu la spécialisation et la vente collective, la production centralisée, et l'amélioration de la qualité des produits agricoles et laitiers. Ces pratiques peuvent permettre aux femmes d'augmenter leur accès aux marchés et leurs revenus, contribuant dès lors à revaloriser leur production, à créer des conditions pour accroître leur estime de soi et, finalement, leur autonomie et leurs droits.

L'étude de cas dans le Vale do Ribeira (Brésil), qui s'est focalisée sur un réseau de femmes pratiquant l'agroécologie, a montré comment les pratiques de l'ESS peuvent contribuer à revaloriser la production à la fois monétaire et non-monétaire. Dans ce cas, le fait que les femmes paysannes se sont organisées collectivement, avec des ONG qui soutiennent leur réseau, leur a permis de mettre en place un réseau de commercialisation directe, avec des groupes de consommateurs responsables, qui repose sur la création de relations de confiance et de solidarité. Des cahiers agroécologiques ont été utilisés pour enregistrer la quantité et l'équivalent monétaire de la production consommée, vendue, échangée et donnée et pour sensibiliser à ces thématiques. Cela a permis aux femmes

d'accroître la reconnaissance de la valeur de leur travail et ainsi de renforcer leur position vis-à-vis de l'Etat et de ses partenaires. Les femmes se sont par ailleurs organisées collectivement pour faire face aux obstacles qu'elles rencontraient dans l'accès à l'eau et dans la gestion des terres –vis-à-vis de la communauté et des autorités étatiques. Tous ces aspects ont contribué à augmenter leur autonomie, leur politisation, et en fin de compte leur pouvoir de négociation.



Sur le chemin qui mène à une réunion d'un groupe de l'ESS à Quilombo Terra Seca, au Brésil. Photo: Ch. Verschuur

Défis pour la revalorisation de la reproduction sociale

Revaloriser la reproduction sociale est un processus marqué par des tensions et des contradictions. Une analyse féministe des pratiques d'ESS, telle qu'elle a été réalisée dans ce projet, met en lumière la lutte constante qui existe avec l'Etat, avec l'économie de marché capitaliste, et avec les normes et les pratiques patriarcales.

Dans l'étude réalisée en Bolivie par exemple, les problèmes liés à la famille ou à la reproduction sociale restent hors du champ de travail des associations mixtes (ayant des membres hommes et femmes). Ces associations ont tendance à reproduire un discours masculin, axé sur l'objectif prioritaire d'augmenter la valeur de la production. Dans le cas des associations communautaires de soins en Argentine, le travail de soins reste féminisé et marqué par une forte approche maternelle, comme la plupart des travaux réalisés par des femmes. Alors que, d'un côté, les associations peuvent contribuer à faire reconnaître le travail de soins, de l'autre côté elles enferment les femmes dans un rôle genré de soins et de maternité, dans lequel n'importe quelle augmentation de l'autonomie personnelle se base sur des tâches stéréotypées en termes de genre. Dans le cas des femmes pêcheuses d'Udupi au Karnataka, alors que l'association conteste l'Etat et le libre-marché, elle ne questionne pas véritablement la structure capitaliste sous-jacente ou les normes patriarcales. Elle fournit plutôt une protection dans le cadre du système capitaliste qui, combiné avec le patriarcat, confine les femmes dans des moyens d'existence de subsistance, alors que le travail des hommes est mieux valorisé et considéré comme un travail dans lequel cela vaut la peine de s'investir.

Ces tensions et contradictions avec l'économie de marché capitaliste peuvent également transparaître dans les structures et les pratiques associatives. Des hiérarchies et des frustrations transparaissent entre les femmes quand s'opposent des objectifs d'accumulation personnelle et des objectifs collectifs et

solidaires de redistribution. Dans le cadre dominant du marché, au sein duquel vendre davantage permet d'avoir davantage de revenus, les associations de solidarité sont fragiles et traversées par des tensions. De plus, le fait que les femmes sont majoritaires dans les pratiques de l'économie solidaire a souvent tendance à renforcer le rôle qu'elles jouent dans les activités collectives. Cela conduit à un paradoxe dans lequel ces associations, qui sont supposées libérer les femmes, les ancrent dans un travail bénévole ou faiblement rémunéré.

Un faible soutien étatique peut également entraver le développement des pratiques de l'ESS. Cela a été constaté dans tous les cas étudiés. Inversement, l'aide de l'Etat, caractérisée par des politiques et des programmes ayant des biais de genre, peut réaffirmer et renforcer les hiérarchies inhérentes aux sociétés capitalistes, en enfermant les femmes dans des rôles stéréotypés selon les normes de genre et en limitant leur émancipation. Cela soulève la question de l'autonomie, et plus particulièrement, de la durabilité des initiatives d'ESS.

Dans le cas du Vale do Ribeira, les groupes d'ESS dépendent dans une certaine mesure des ONG féministes qui soutiennent leur formation et leur développement. Le manque de soutien financier du gouvernement à ces ONG met une pression considérable sur tout le projet et oblige à chercher de nouvelles sources de financement, ce qui soulève la question de la durabilité. Pour que la solidarité puisse être une stratégie émancipatrice, il est nécessaire de trouver un équilibre entre équité interne et externe. Dans le cas étudié, cela signifie étendre le réseau à de nouveaux consommateurs responsables, créer de nouveaux groupes de consommateurs, et construire des relations de confiance et de solidarité, où les consommateurs tiennent compte des besoins liés au développement d'une agriculture durable; et les associations de femmes garantissent une alimentation de qualité et à des prix abordables à la classe travailleuse urbaine. Les associations de femmes peuvent dès lors être moins dépendantes de l'Etat, leur nombre peut augmenter, et elles peuvent développer leurs réseaux. Néanmoins, bien qu'augmenter le nombre d'associations de femmes dans un territoire donné puisse renforcer l'organisation politique et l'autonomie des femmes, cela crée également une pression sur les ventes et de la concurrence qui peut remettre en question les valeurs de solidarité. Des délibérations ouvertes et des espaces de discussion sur ces questions au sein de ces associations de femmes peut contribuer au processus de transformation des rapports de production et de reproduction.

Pour que les pratiques de l'ESS et les associations de femmes étudiées dans ce projet puissent être durables, elles doivent également être actives dans la gestion du territoire dans les communautés dans lesquelles elles sont présentes. Ceci est également illustré dans le cas du Vale do Ribeira, où le réseau de femmes s'occupe aussi de défendre des connaissances traditionnelles, de trouver des manières plus diversifiées de commercialiser les produits et d'inclure davantage de femmes, notamment de plus jeunes. Ces initiatives d'ESS cherchent à créer ou à renforcer la réciprocité et à renforcer le sens de la communauté dans les districts ruraux, caractérisés à la fois par des relations de vulnérabilité vis-à-vis des grands propriétaires terriens et par des normes patriarcales. Le défi consiste à permettre aux groupes de femmes paysannes de se connecter entre elles et de se constituer en sujets politiques ayant les capacités de redéfinir leur rapport au territoire – par des pratiques de gestion, d'agroforesterie et d'agroécologie – et de construire

des rapports sociaux, féministes et antiracistes caractérisés par la réciprocité, dont l'objectif est la soutenabilité de la vie.

Recommandations

- Il est nécessaire d'obtenir la reconnaissance publique de la valeur du travail réalisé par les femmes dans l'ESS (et au-delà) et il est nécessaire de garantir des conditions de travail décentes aux femmes actives dans l'ESS.
- Les politiques publiques de manière générale, et celles liées à l'ESS en particulier, devraient intégrer une perspective de genre.
- Des recherches futures devraient étudier les conditions pour garantir la durabilité de l'ESS au-delà d'un soutien étatique; et analyser comment répondre aux difficultés de revalorisation du travail des femmes.

Encadré n° 2. Equipe du projet

Coordination

Coordinatrice: Christine Verschuur; Co-coordonateur: Filipe Calvão; assistantes de recherche: Yira Lazala, Laís Meneguello Bressan (Institut de hautes études internationales et du développement/IHEID)

Equipes de recherche sur le terrain

Argentine: Marisa Fournier et Erika Loritz (Universidad Nacional de General Sarmiento/UNGS)
Bolivie: Ivonne Farah, Gabriela Ruesgas et Fernanda Sostres (CIDES, Universidad Mayor San Andrés); Isabelle Hillenkamp (Institut de recherche pour le développement/IRD-CESSMA)
Brésil: Miriam Nobre (Sempreviva Organização Feminista/SOF); Isabelle Hillenkamp (Institut de recherche pour le développement /IRD-CESSMA)
Inde (Kerala): Rajib Nandi (Institute of Social Studies Trust) avec l'aide de Sheena Basheer et Sonia George
Inde (Tamil Nadu): Isabelle Guérin (Institut de recherche pour le développement/IRD-CESSMA); Govindan Venkatasubramanian et Santosh Kumar (Institut Français de Pondichéry)
Inde (Udupi): Kaveri Haritas (O.P. Jindal Global University)

Partenaires

Kalpana Karunakaran (Indian Institute of Technology Madras); Jean-Louis Laville (Conservatoire National des Arts et Métiers /CNAM); Ibrahim Saïd (UNRISD)

Ce texte a été traduit en français par Saskia Velasquez.



L'équipe de recherche et des membres du réseau d'initiatives de l'ESS à Quilombo Ribeirão Grande, Brésil, lors de l'atelier de travail du mi-parcours. Photo: Yira Lazala